



Black Lives Matter **Le renouveau de la révolte noire américaine** **Résumés, *extraits* et remarques**

Keanga-Yamahtta Taylor
Agone, 2017, 2022

Préface de Sylvie Laurent

« Cinq ans après la naissance de l'organisation, Taylor relève la difficulté qu'a eue Black Lives Matter à trouver, une fois l'âge des manifestations révolues, un espace de délibération stable et une stratégie politique. Mais elle le dit sans équivoque : nous avons une dette à l'égard de ce mouvement. Il a rouvert la porte d'une indispensable « utopie constructive », qu'elle appelle de ses vœux. Un jour viendra où l'habitant d'un ghetto de Chicago, l'autochtone des réserves, la mère célibataire et le toxicomane des Appalaches comprendront qu'ils ont quelque chose en commun et que leur souffrance vient d'une même matrice. Faute de pouvoir l'énoncer eux-mêmes, ils devront trouver une organisation ou un parti pour le formuler. Ce livre ouvre le débat. » (p. XX et XXI)

Introduction : le réveil noir dans l'Amérique d'Obama

Dans l'introduction, l'auteure fait un rappel de la situation des noirs aux USA, avec beaucoup de chiffres, : le taux d'incarcération des noirs est six fois supérieur à celui des blancs.

Remarque : Parfois ces chiffres sont peut-être biaisés. Si on se demandait quel taux d'incarcération à classe sociale équivalente ? S'agit-il de punir les noirs ou de punir les pauvres ?

Elle rappelle le paysage post-racial (colourblind ou indifférence à la race). Cela veut dire qu'il y a de plus en plus d'élus et de notables noirs (dont l'élection d'Obama). Cette supposée absence de racisme permet de justifier l'abandon des mesures publiques contre les discriminations raciales ; les USA peuvent prétendre être les gendarmes du monde et les défenseurs de la démocratie.

Autre thèse : *« Cela montre, contre toute attente, que mêmes les personnes blanches des milieux modestes ont intérêt à dénoncer le racisme de la société états-unienne : cela leur permettrait de revendiquer avec les non-blancs un système de protection sociale élargi et robuste visant à redistribuer la richesse et les ressources des plus aisés aux classes populaires. A l'inverse, on comprend pourquoi les élites économiques ont un tel intérêt à se prévaloir de l'indifférence à la race et à perpétuer le mythe de la méritocratie états-unienne. » (p. 11)*

Dans la réalité, c'est faux. Les crimes policiers racistes existent et les mesures contre la pauvreté restent nécessaires.

Deux sociétés noires, *separate but equal*

Si parmi les noirs, il y a des groupes qui réussissent (méritocratie), ceux qui ne réussissent pas : c'est de leur faute. Cela exonère le système. Les noirs les plus riches sont 200 fois plus riches que la moyenne des noirs, les blancs 74 fois. Certains noirs riches en arrivent à dire : « On ne peut plus parler d'une seule race. » Obama en arrive à dire : « Cessons de nous chercher des excuses. »

Dans les années 70, les noirs énonçaient des revendications plus percutantes que maintenant. Le Black Power Party (BPP) dénonçait le « racisme institutionnel » : les politiques et dispositifs pratiques des institutions, sources de la pauvreté, des maladies, de l'exclusion. C'est toujours le meilleur outil pour réfuter la responsabilisation des noirs pauvres.

Ce racisme institutionnel n'est pas seulement « pour punir les pauvres », mais répond aussi aux besoins du marché du travail.

Le réveil noir dans l'Amérique d'Obama

L'auteure rappelle la situation du chômage supérieur chez les noirs que chez les blancs quelque soit la classe sociale.

C'est toujours le problème des statistiques noirs/blancs. Quand on parle de femmes noires, elles sont souvent prolétaires ; on ne peut les comparer aux femmes blanches qui elles sont réparties plus pyramidalement dans toutes les classes. Les patrimoines ne sont donc pas comparables. N'empêche que la crise des subprimes a touché plus le patrimoine des noirs.

« Non seulement Obama s'est montré réticent à lancer ou à défendre des dispositifs spécifiques pour les noirs, mais il a également joué un rôle délétère en légitimant le discours sur la 'culture de la pauvreté'. » (p. 22)

« Les mains en l'air, ne tirez pas ! »

Rien n'est plus dangereux que d'être noir : suit une liste d'assassinats de noirs en pleine rue par la police. Obama reconnaît un manque de confiance entre la communauté noire et la police.

Le mouvement Black Lives Matter (BLM) a eu un impact considérable en moins d'un an : quelques révocations, quelques inculpations policières ; évolution du discours des dominants.

Tout l'enjeu est maintenant de passer à la modification des institutions qui mettent en danger les noirs.

L'avenir de la politique noire

Depuis les années 60, on assiste à l'émergence d'une élite noire adossée à une classe politique noire. Les élus noirs sont amenés à diminuer les dépenses publiques vis à vis des populations noires. Ils en arrivent à défendre la privatisation des ressources publiques (santé, écoles, logements) et invoquent les préjugés raciaux pour masquer leurs insuffisances et leurs échecs. Le fossé s'agrandit entre l'élite noire et les individus

jetables.

BLM n'est pas une imitation des mouvements BPP ou droits civiques des années 60, bien que les questions d'alors ne soient pas résolues maintenant. Une question se pose : est-il possible d'agir dans le cadre capitaliste ? Pour quelques-uns, c'est possible, mais pour le plus grand nombre ?

« Ce livre explore les raisons pour lesquelles le mouvement réuni sous la bannière « Black Lives Matter » a fait son apparition dans un pays dirigé pour la toute première fois par un président noir. Les violences policières ne sont pas un phénomène nouveau ; elles existent sous une forme ou sous une autre depuis l'abolition de l'esclavage. Pourquoi ces abus ont-ils provoqué un basculement précisément à l'aire Obama ? Comment resituer cela dans un contexte historique plus large, marqué par le caractère explosif des luttes noires américaines et par le déni constant de l'oppression des Afro-Américains? » (p. 31)

Chapitre 1 : une culture raciste

Chapitre 1 : La culture raciste

« Ce racisme patent gommait la contradiction entre liberté et esclavage et faisait de ce dernier la condition légitime, sinon naturelle, des Afro-Américains. Bien entendu, ceci n'était pas motivé par une haine aveugle mais par l'entreprise lucrative du travail forcé. L'historienne Barbara Fields nous rappelle que 'la raison d'être de l'esclavage' était après tout 'la production de coton, de sucre, de riz et de tabac' et non la 'production de la suprématie blanche'. La quête permanente d'une main d'œuvre docile et bon marché n'ayant évidemment pas disparue avec la fin de l'esclavage, les préjugés bien ancrés sur l'infériorité des noirs sont perpétués avec ferveur. Au XX^e siècle, des conceptions asymétriques des races permettent non seulement de justifier l'inégalité des rapports sociaux mais plus généralement d'expliquer l'étrange contradiction entre le sort de la grande majorité des Afro-Américains et le récit dominant faisant des États-Unis un lieu d'opportunités illimitées, de liberté et de démocratie. Cela s'oppose à l'idée que la race serait un facteur explicatif autonome, n'entretenant qu'une relation accessoire à d'autres processus à l'œuvre dans notre société. » (p. 39)

« Ainsi, les explications des inégalités raciales qui rendent les personnes noires responsables de leur oppression transforment les causes matérielles en causes subjectives. Le problème n'est plus la discrimination au travail ou la ségrégation urbaine : c'est l'irresponsabilité des noirs, leurs mœurs inadaptées, leur mauvais comportement en général. Le véritable enjeu de cette transformation n'est pas la 'race' ou même la 'suprématie blanche', mais la nécessité de donner un sens à la pauvreté et aux inégalités et de les justifier en dégageant l'État et le Capital de toutes culpabilités. [...] Au plan politique, la théorie de l'infériorité des noirs sert de fil conducteur aux mesures d'austérité budgétaire tout en alimentant, au moins au niveau de l'idéologie, le mythe du 'rêve américain'. [...] Or cette mythologie joue un rôle décisif : c'est en s'appuyant sur elle que le gouvernement états-unien s'autorise à intervenir militairement et économiquement sur toute la planète. » (p. 40 et 41)

« Enfin les idéologies ne fonctionnent pas si elles sont seulement imposées d'en haut. Il faut qu'elles fassent consensus, y compris chez les opprimés. De nombreux Afro-Américains acceptent certains aspects de l'idéologie raciste, tout en en rejetant d'autres, en fonction de leur expérience personnelle du racisme. A diverses époques, les Afro-Américains ont souscrits à l'idée que la 'culture' et la 'responsabilité individuelle' étaient tout aussi

importantes pour comprendre l'oppression noire que le racisme et la discrimination. Inversement, les luttes pour la libération noire ont beaucoup œuvré à démonter les interprétations rendant les noirs responsables de leur oppression – notamment dans les années 1960 et 1970 . » (p. 41 et 42)

L'exception américaine

La légende veut qu'aux États-Unis n'importe qui peut réussir à condition qu'il veuille travailler. Ceux qui ne reçoivent pas leur part de l'abondance doivent chercher l'explication dans leurs défauts personnels. Cela repose sur la réécriture de l'histoire ou l'effacement de certaines périodes (génocide, esclavage et exploitation des vagues successives de travailleurs immigrés).

Contre le risque communiste (après la seconde guerre mondiale), l'idéologie préconisa l'adoption du modèle keynésien, la relance de la consommation et les aides publiques pour éviter la chute des classes moyennes blanches. Les blancs profitent des subventions aux logements neufs dans les banlieues tandis que les centre-villes habités par les noirs sont délaissés.

La guerre froide

On assiste alors à une migration massive des noirs du Sud vers le Nord qui tentent d'échapper à l'emprise de Jim Crow. Du coup, sévit une grave crise du logement. Les blancs organisent la terrorisation des noirs qui tentent de s'installer dans leur quartier. La police regarde.

L'essor du militantisme noir dans les années 1960 plus les luttes anti-coloniales qui surgissent imposent à l'État d'affronter les noirs qui ont alors une visibilité nouvelle.

Le maccarthysme fait des ravages. Entre 1947 et 1956, plus de cinq millions d'agents fédéraux subissent des enquêtes, ainsi que « un ensemble hétérogène de gauchistes habités par le désir de construire un Etat-providence ». Cette purge aura des conséquences indélébiles : fonctionnaires jugés déloyaux, d'autres sont poussés vers le centre du spectre politique. Toute campagne anti-raciste est considérée comme subversive. Cette chasse aux sorcières a « retardé le mouvement noir d'au moins une décennie ».

Localiser l'origine

Les noirs au Nord comme au Sud vivent sous la terreur raciale institutionnelle. Au cours d'une marche sur Washington en août 1963, Martin Luther King établit un rapport entre oppression raciale et oppression économique ou sociale.

Quant à Malcolm X, il déclare : « On est exploité sans le savoir. Les loyers à Harlem sont plus chers qu'à Park Avenue. Et c'est nous qui travaillons le plus. »

Remarque : Le problème ce n'est pas que les noirs fassent des boulots dégueulasses. Le problème c'est qu'il y ait des boulots dégueulasses.

En 1964, Johnson met en place des programmes sociaux. Mais ce sont des miettes , comparée à une éventuelle redistribution des richesses. C'est l'instauration du Welfare State (bon logement, bon alimentaire, etc.).

Le Welfare sert à faire barrage aux socialistes, personnifiés dans les militants du BPP.

Les inégalités raciales sont traitées comme des inégalités économiques, les problèmes noirs sont auréolés de pathologie (désagrégation de la famille noire).

Après 1964, les explosions des noirs chaque été dans différents ghettos sont spontanés mais peu efficaces. Pour les noirs, « les policiers sont des barbares » : « Vous ne pouvez rien faire d'autre que nous tuer. »

Les femmes sont aux avant-postes pour les luttes concernant les loyers, la santé, les syndicats.

A la fin des années 1960, les représentations des causes de pauvreté des noirs sont modifiées. Les inégalités sont structurelles, créées par des siècles de discrimination pendant lesquelles l'État a eu un rôle à jouer. Même les noirs modérés relient l'oppression à une critique du ... capitalisme.

Les luttes noires renforcent les politiques de la gauche (contre la guerre du Vietnam) et polarisent les politiciens entre racistes et non racistes.

Conclusion

Les libéraux et les conservateurs refusent de s'attaquer au racisme institutionnel, cela impliquerait une redistribution massive des ressources. Ils préfèrent promouvoir les causes culturelles, ça ne coûte rien (il faut que les individus se transforment eux-mêmes). Les enfants noirs ne s'intéressent pas aux études car ils ne veulent pas réussir pour ne pas singer les blancs. Le gouvernement n'y peut rien, dixit Obama.

La pauvreté blanche, qui augmente, est différente de la pauvreté noire (prolongement de leur irresponsabilité). Or la majorité des pauvres sont blancs.

Le problème c'est que la culture « responsable de la pauvreté » est intériorisée par les noirs eux-mêmes qui se sentent responsables. Ce qui explique en partie les difficultés d'un mouvement noir contre les violences policières.

« Ce chapitre s'est efforcé de mettre en évidence la plasticité des représentations politiques et les conditions permettant de les combattre et de les transformer. Dans les années 1930, le regard du public a changé quand il a été démontré que les responsables de l'effondrement économique étaient les banquiers – et non la personnalité des ouvriers. Les liens entre le capitalisme, la corruption et les maux de la classe ouvrière ont été encore plus clairement mis au jour par les communistes et les socialistes, qui ont associé les problèmes des travailleurs à un système économique et non à la malchance. L'élite politique et économique a répondu en enterrant la gauche et ses critiques du capitalisme – tout en affûtant et en popularisant les théories culturalistes pour justifier la pauvreté au « pays de l'abondance ». Mais cet état de chose n'est pas gravé dans le marbre. Les mouvements politiques des années 1960, précipités par le mouvement noir, ont radicalement changé la vision de la pauvreté des noirs en la rattachant au racisme institutionnel et, pour certains, au capitalisme. » (p. 81)

Chapitre 2 : des droits civiques à l'indifférence à la race

Indifférence à la race (*coloured blind*) marque le refus de reconnaître les causes et les conséquences de la stratification raciale.

Les politiciens ne peuvent plus afficher leur racisme aussi tranquillement. Mais Carter par exemple se dit favorable à ce que les communautés noires favorisent leur

culture tout en se retranchant : l'État n'a pas à imposer un mélange racial dans les quartiers.

L'indifférence à la race est un cadre idéologique qui permet de démanteler l'État providence puisque « l'État n'est pas raciste », il n'a pas à donner plus aux noirs. C'est l'époque où toutes références à une race ou à une minorité sont effacées des textes de lois et règlements administratifs.

Parallèlement, les militants noirs continuent de demander un investissement massif pour les noirs mais les conditions économiques des noirs sont toujours les mêmes : logement, travail, école.

« La bataille des années 1960 [droits civiques] a légitimé les revendications noires ; il faut maintenant briser cette légitimité. [...] »

Il est important de voir que cette offensive visait non seulement à discipliner les Afro-Américains insurgés mais aussi à rétablir l'ordre dans une société où les manifestations, les grèves illégales, les émeutes et la révolte étaient devenues des moyens légitimes, y compris pour le monde ouvrier blanc, de faire pression sur l'État et d'obliger les forces politiques hostiles à consentir des réformes. » (p. 88)

Comprendre le « retour de bâton conservateur »

En 1968, Nixon (républicain) a pour objectif de mater la rue. Pour cela il supprime de nombreux postes dans le secteur publique. Il rallie des électeurs démocrates blancs du Sud, pauvres, sur des bases racistes, qui sont enrégés par les acquis du militantisme noir. Les blancs sont préoccupés par leur précarité croissante et transforment leur inquiétude en ressentiment contre les droits obtenus par les noirs.

Remarque : Le racisme est bien une arme dans la lutte des classes. Nixon attise la haine contre les noirs. L'offensive est du côté des dominants (vocabulaire racial). Les dominés sont tenus d'y répondre puisque cela les touchent directement. Du coup, les noirs, spoliés de leurs droits, s'insurgent contre un « capitalisme racial ».

Les affrontements entre communautés non-blanches et la police (1967 – 1969) imposent un ralentissement des mesures gouvernementales. Les révoltes noires ont un effet sur l'économie. Parallèlement, la guerre est à l'origine de l'augmentation de l'inflation. De plus en plus de licenciements. Augmentation des cadences infernales (un noir vaut trois blancs). Aggravation des conditions de travail (16 000 ouvriers morts par an).

Même chez les fonctionnaires où les grèves sont interdites, certaines grèves illégales gagnent. Par exemple les facteurs noirs dans les années 1970 ont obtenu une augmentation de salaire de 14 %.

Mais la véritable menace entre 1968 et 1975, ce sont aussi les grèves des travailleurs noirs et blancs. Au point que l'État envoie la Garde Nationale sur le terrain. Cela contredit le récit simpliste d'un retour de bâton raciste opposant les blancs pauvres et les noirs même si certains blancs éprouvent toujours du ressentiment contre les noirs.

On note dans les années 1970 une évolution des mentalités due à l'impact considérable des mouvements de révolte noirs des années 1960 : regain de militantisme dans les usines, chez les routiers, dans les hôpitaux et chez les fonctionnaires. Malgré la fable du « backlash » raciste, les ouvriers blancs et noirs luttent ensemble.

Nixon s'appuie lui aussi sur l'indifférence à la race pour revenir sur le Welfare State, alors que cela bénéficiait aussi aux blancs pauvres.

« Cela conduisait [Nixon] à adopter une stratégie ensuite reprise par Reagan et Clinton : utiliser des codes et des sous-entendus racistes pour incriminer des programmes bénéficiant aussi à des blancs pauvres et prolétaires, tout en s'apant la solidarité potentielle entre celles et ceux qui ont le plus à gagner à s'allier et le plus à perdre à rester diviser. Ainsi fonctionnerait la politique de la race dans la nouvelle ère « post-raciale ». (p. 99)

Rétablir l'ordre

A la fin des années 1960, les futurs « 1 % » sont inquiets devant le regain de la gauche. La révolution mondiale est-elle possible ? Parallèlement, les dirigeants américains se posent des questions sur la santé économique des USA au niveau mondial. Certains capitalistes en arrivent à invoquer une récession brutal pour atteindre la « sobriété ».

Le défi de Nixon est alors de restaurer la confiance (des capitalistes) et les profits par la répression physique des mouvements noirs, en promouvant l'idéologie de la méritocratie, et en favorisant la création d'une petite bourgeoisie noire et stable pour discipliner les pauvres.

Liberté et choix

Le mouvement noir avait défini le racisme comme systémique et institutionnel, les conseillers de Nixon le définissent comme un comportement individuel expliquant les inégalités de parcours par le concept de « liberté de choix ».

La liberté, c'est le droit de choisir et la capacité de choisir. La société américaine est une société ouverte où les choix sont ouverts. Ce n'est pas une société déségrégée où il peut donc exister différentes communautés. C'est la mobilité qui compte. On retrouve là tous traits distinctifs de l'indifférence à la race : « *le l'absence de langage raciste, on est censé conclure à l'absence de biais racistes.* » (p. 103)

C'est en contradiction avec la réalité, avec la discrimination raciale et économique en matière de logement. Les discours insinuent que les lieux d'habitation sont issus de choix et non de mesures administratives antérieures. Ce sont les mauvais choix qui plongeraient les individus dans la misère et la délinquance.

Les politiques sécuritaires de Nixon

« Nixon mobilise un thème classique des conservateurs, consistant à réduire les luttes pour les droits civiques et les revendications afro-américaines à des comportements délinquants. » (p. 105)

Cela lui permet de professionnaliser la police. Le Save Streets Act, voté en 1968 quelques temps après l'assassinat de Luther King, permet une collaboration massive avec le FBI et un budget majoré de 10 % des polices locales. En dix ans, l'État fédéral dépense 7,5 milliards de dollars pour étayer l'appareil sécuritaire fédéral.

En 1970, une autre loi promulguée contre la mafia est utilisée contre la gauche, les militants anti-guerres, le BPP et les journalistes. Un des buts est d'enrichir la base de données du FBI qui, en quatre ans, passe de 500 000 fiches à 5 millions.

C'est aussi la naissance du phénomène « incarcération de masse » : une augmentation de plus de 50 % du nombre de détenus dû aux durcissements des peines. Dans les années 1970, on assiste à une augmentation des arrestations de l'ordre de 30 %, essentiellement dû aux stupéfiants.

« Le choix de Nixon de se concentrer sur la délinquance reflète très exactement la façon dont il mobilise l'idéologie post-raciale pour promouvoir ses politiques intérieures. Il n'a pas besoin de nommer les races pour mener son offensive sécuritaire ; les conséquences de ces politiques sont claires. Les infractions sont commises par de mauvaises personnes qui font de mauvais choix – et ne sont en rien le résultat d'un ordre social inégal relayant noirs et portoricains, en particulier, dans des quartiers en faillite où ils sont privés d'emploi, de logements et d'écoles de qualité. En réalité, du fait de ses inégalités, pauvres et prolétaires sont livrés à eux-mêmes dans une société qui n'a presque rien prévu pour qu'ils puissent s'élever par des moyens légaux ou conventionnels. Certes, ce genre de « choix » contraints existe aussi dans les enclaves blanches, mais celles-ci restent moins surveillées et criminalisées par la police et le système pénal. » (p. 110)

Une population « à problèmes »

En 1973, Nixon déclare « la crise urbaine terminée ». Cela lui permet de supprimer drastiquement toutes les aides et subventions pour les villes américaines, essentiellement dans le secteur du logement. Évidemment, il n'en croit pas un mot, mais cela dégage ainsi l'État fédéral de toutes responsabilités.

Le secrétaire au logement, Georges Romney, déclare que si la pauvreté persiste c'est que la population est « à problèmes ». Il rend les individus responsables de leurs problèmes : fainéantise, délinquance, échec scolaire, faible motivation, etc.

C'est aussi le début d'une offensive idéologique contre le Welfare State (État providence), programmes sociaux de Roosevelt établis à la fin de la guerre.

Conclusion

« Il est important de comprendre que l'indifférence à la race est bien plus que le déni du racisme. Elle est devenue pour les habitants des États-Unis la grille d'interprétation dominante de la race et du racisme. On répète à l'envi que s'il n'y a pas d'injure raciale, il n'y a pas de discrimination raciale. En fait, quiconque ose évoquer le racisme comme une explication possible ou comme un élément du contexte, peut être accusé de « jouer la carte de la race » - c'est-à-dire d'invoquer la race pour faire taire la contradiction. L'indifférence à la race sert à cacher ou à brouiller les inégalités et les écarts entre noirs et blancs. Elle a servi à diffuser et à renforcer des discours qui rendent la population noire responsable de sa propre oppression.

C'est une arme décisive dans l'arsenal des dirigeants politiques et de l'élite économique pour diviser ceux qui auraient intérêt à s'unir pour revendiquer auprès de l'État et du capital des conditions de vie décentes. » (p. 115)

Puisque les USA serait une société méritocratique (réussissent ceux qui travaillent dur), mieux vaut miser sur la transformation personnelle que sur des mesures du secteur public.

Chapitre 3 : visages noirs à la cime du pouvoir

Les émeutes de Baltimore de 2013, suite à l'assassinat de Freddy Gray, sont emblématiques du rôle de l'élite noire dans la gestion de ces crises. C'est l'époque d'une accession inédite de l'élite noire au pouvoir. Or, les conditions d'existence de la population noire ne sont pas modifiées. Dans ce meurtre, les élus noirs ne font rien pour sanctionner les policiers (dont trois sont noirs). Au contraire, ce sont les élites noirs qui administrent les noirs prolétaires tout en les dénigrant pour s'exonérer de leur

incompétence.

« Par leur rôle d'intermédiaires entre la population noire et le reste du public, ces élus sont indispensables à la conduite du pays. [...] Les élus noirs recouvrent leurs actions d'un voile de solidarité raciale fantasmatique, tout en fermant les yeux sur le fait qu'ils ont choisi d'incarner les arbitres du pouvoir sur un terrain politique conçu pour exploiter et opprimer les afro-américains et les autres membres des classes populaires. » (p. 123)

La maire noire de Baltimore déclare qu'il faudrait s'insurger « quand les nôtres tuent les nôtres » mais elle ne s'insurge pas devant la pauvreté abyssale des quartiers noirs par manque de subventions publiques.

Remarque: C'est toujours la même politique des intermédiaires, en France on peut penser aux délégués syndicaux dans le monde du travail ou aux grands-frères dans les quartiers.

La maire noire en arrive à demander à la police des résultats quantifiables dans certains quartiers. Cette pression va mener aux blessures et meurtres prévisibles.

Ces trois jours d'émeute à Baltimore vont conduire à la création du mouvement Black Lives Matter.

« Si il y a toujours eu des différences de classe chez les afro-américains, c'était la première fois qu'elles se traduisaient par le fait qu'une minorité d'entre-eux disposent d'un pouvoir et d'une autorité politiques considérables sur la vie de la majorité. Cela soulève des questions épineuses quant aux rôles de ces élites dans les luttes de libération actuelles : de quel côté sont-elles ? Ceci est loin d'être une exagération. Quand une maire noire, à la tête d'une ville dont une grande partie de la population est noire, participe à mobiliser un contingent militaire mené par une femme noire pour mâter une révolte noire, on peut dire qu'on est entré dans une nouvelle ère des luttes de libération afro-américaine. » (p. 124)

Esprit de classe

Remarque: La fonction sociale prime sur la race, dans les faits. La *class blind* est d'autant plus répandue qu'elle est occultée et niée.

Dans les années 1970, l'élite noire a été construite par l'augmentation du nombre de fonctionnaires noirs (discrimination positive) et l'augmentation des aides sociales fédérales pour les classes moyennes noires.

En 1974, 74 % des fonctionnaires fédéraux sont issus des minorités. Certes, un segment restreint de cette classe moyenne noire reste victime de racisme. Mais elle se différencie de plus en plus des classes populaires noires, et se rapprochent des blancs par la formation, les revenus et la mobilité sociale. Six millions de noirs ont le même train de vie que la moyenne des bourgeois blancs.

Le plus important est que l'existence de ce groupe légitime le capitalisme états-unien. Les *success stories* individuelles remplacent le radicalisme collectif.

« Si leur position reste fragile et moins assise que le pouvoir politique blanc, on peut difficilement les décrire comme désarmées ou impuissantes. » (p. 128)

Le « tournant pragmatique » du mouvement noir

A la fin des années 1960, l'afflux massif des noirs dans les quartiers provoque des problèmes croissants.

« Les dégâts et l'instabilité provoqués par les révoltes conforte la classe dirigeante

dans l'idée qu'elle pourra calmer la fronde en favorisant la représentations et l'accession à la propriété des afro-américains. » (p. 128)

A voir le conservatisme des élites noires aujourd'hui, on a du mal à croire que ce tournant électoraliste put être considéré comme radical par le mouvement noir.

Les mouvements des années 1960 tel que le BPP, ont été paralysés par trop de répression (arrestations, meurtres). A travers les amendes et les taxes, les noirs payent le salaire des juges et des policiers, les noirs devraient donc les contrôler !

Le BPP effectue un changement de cap et se tourne vers la classe moyenne noire, « un virage vers le centre » : Bobby Seale, ancien dirigeant du BPP, pose sa candidature à la mairie d'Oakland en 1973.

« Ce « tournant pragmatique », qui implique, pour certaines franges de la gauche noire, une mise à distance de la révolution, permet aux organisations des droits civiques et aux militants noirs radicaux de trouver un terrain d'entente. » (p. 130)

C'est ainsi que l'institutionnalisation du BPP représente une alternative favorable pour certains militants. Déjà Nixon en 1968 déclarait que ce n'est pas la séparation mais l'intégration que demandent les noirs : que les lois fédérales leur permettent de devenir propriétaires et le reste suivra.

« Du calme pour Carl »

En janvier 1968, Carl Stokes devient le premier maire noir élu à la tête de Cleveland, huitième plus grande ville du pays. Ses premières décisions posent plus de questions qu'elles n'en règlent. Il nomme à la tête de la police municipale un vétéran blanc connu pour ses violences. Ayant été soutenu par plusieurs patrons de la ville, il favorise un partenariat public-privé. En juillet 1968, une émeute éclate après un nouvel épisode de violence policière. Stokes promet de mater les émeutes : il limoge le chef de la police pour en nommer un autre, au même profil de vétéran blanc.

Le passage du « protestataire au politique » est perçu comme le signe de la maturité du mouvement noir.

« Dans un contexte de baisse des revenus fiscaux et des budgets fédéraux, et d'hostilité montante à la protection sociale en tant que droit inaliénable des pauvres, prendre la municipalité ou la mairie de quartier ne peut suffire à résoudre les problèmes grandissants du logement, de l'emploi, de l'enseignement public et de la santé. Les élus passent leurs journées à jongler avec les contraintes budgétaires et les mille détails de la gestion municipale, ce qui ne laisse guère de place à la perspective plus générale d'un changement social radical. » (p. 137 et 138)

Le congrès, un terrain de lutte

« Dès le début des années 1970, le tournant électoraliste ne fait plus débat et est amorcé dans toutes les composantes du mouvement. » (p. 138)

Le parti démocrate devient incontournable. Certains tentent de construire des organisations indépendantes mais les appareils locaux du parti démocrate font tout pour écraser les initiatives qui échappent à leur main mise.

1970 voit la création du Congressional Black Caucus (CBC), groupe parlementaire de treize élus noirs quelques soient leur appartenance. Ces députés du CBC pensent que les passes d'arme au sein des institutions sont plus efficaces que les mouvements des

années 1960.

Le dilemme est que ces noirs dans les hautes instances refusent leur appui pour différentes actions locales : dénoncer le capitalisme et appeler au renversement du système cadre mal avec la politique du parti démocrate.

Malgré tout, certains militants y compris du BPP intègrent le parti démocrate en croyant pouvoir l'utiliser à leurs fins. Or, ces mêmes militants se font intégrer par la logique interne. D'autres militants passeront au parti républicain.

Remarque : doit-on s'étonner que l'entrisme soit un leurre pour les militants radicaux ?

Protestataires en péril

Dans les années 1970, une forte désindustrialisation provoque des fermetures d'usines et des délocalisations (un million d'emplois américains partent à l'étranger où les syndicats sont rares et les salaires bas).

Une très grande majorité de noirs sont licenciés (70 % des emplois supprimés même si les noirs ne sont que 12 % des actifs). Le critère qui joue est l'ancienneté, les blancs étant plus anciens dans les postes, ils sont moins licenciés.

« Dans les années 1980, Ronald Reagan met en pratique son hostilité fanatique à la protection sociale et orchestre avec les républicains la mise en pièces d'un État providence déjà bien entamé. » (p. 144)

Ces coupes draconiennes concernent aussi les enfants (les cantines durcissent les conditions d'accès, diminuent les portions, etc.).

L'impact sur les afro-américains est brutal. Le nombre des foyers vivant sous le seuil de pauvreté augmente de deux millions dans les premières années.

« Voilà donc le contexte dans lequel va se dérouler le drame des politiques urbaines noires dans les années 1980. Des afro-américains se voient confier les clés de certaines villes les plus importantes du pays [...] mais ils ne disposent que de maigres ressources financières pour gérer ces villes, de plus en plus peuplées d'habitantes et d'habitants noirs, pauvres et au chômage. » (p. 147)

Même des fondateurs du BPP (Hamilton) invitent les politiciens noirs à « déracialiser » leurs discours pour éviter d'effaroucher les blancs ! Des anciens compagnons de Luther King soutiennent la candidature de Reagan en 1980, etc. Les démocrates noirs cherchent désormais à recruter des cadres militants dans la petite bourgeoisie noire (même les entrepreneurs noirs sont devenus les outils pour contrôler la population noire).

1976 : Carter avait été élu en partie par les votes noirs. Dès le départ, il se montre hostile aux mesures de l'État providence, son arme est le chantage. Exemple : les émeutes de Miami font dix-huit morts et un milliers de blessés. Carter promet des subventions aux élus noirs quand les émeutes seront matées. Ces élus se regroupent alors pour faire ce travail.

L'électoratisme noir pousse à vouloir séduire l'électorat blanc : comment transcender la race, minimiser l'impact de la race ?

On assiste à une évolution inouïe en dix ans : en 1972, lors de la convention de Gary, il est décrété que l'origine des problèmes est le système capitaliste et que la

libération des noirs ne peut passer que par un changement du système. 1982 : le Black Round Table crée un groupement d'investissement pour les entrepreneurs noirs et demande aux jeunes de dénoncer les dealers. On assiste à un virage conservateur des élus noirs vers la répression, avec aménagement du transfert des ressources du public vers le privé (diminution de la fiscalité des entreprises).

Dans bien des villes les afro-américains pauvres élisent des noirs qui se révèlent être « des représentant zélés de la finance et des firmes ».

Remarque: en bas de l'échelle, les critères raciaux redoublent les critères de classe. En haut de l'échelle (Congrès, municipalités, entreprises), les critères raciaux ne veulent plus rien dire, seuls les critères de classe impactent les prises de position et les actions. On pourrait suggérer de manier l'intersectionnalité croisée elle-même avec des critères de classe...

Le glas de la politique noire

En 1993, Clinton propose une nouvelle loi, le Violent Crime Control Act, qui prévoit un recours étendu à la peine de mort, la prison à vie pour des délits sans violence, 100 000 policiers de plus dans les rues et le déblocage de 10 milliards de dollars pour construire de nouvelles prisons. Les démocrates noirs du Congrès, s'ils ont soutenu la « guerre à la drogue », hésitent à défendre cette loi. Certains maires noirs font pression sur le CBC pour que les députés votent cette loi. Le CBC vote donc cette loi, dont un ex du BPP.

« Il ne s'agit pas simplement ici de rendre les élus noirs responsables de la situation catastrophique des quartiers noirs, mais de constater le résultat d'une stratégie électoraliste qui se présentait justement comme l'alternative « réaliste » aux luttes de libération « par en bas ». A la fin du XX^e siècle, le CBC ne peut plus prétendre incarner la « conscience » du Congrès ; ses membres, comme tous les politiciens de Washington, s'abreuvent à l'argent des firmes. Ils ont accepté des dons de la part d'un véritable bottin mondain des intérêts privés. [...] On s'est ainsi assuré que le CBC ne jouerait qu'un rôle marginal dans les campagnes contre les saisies hypothécaires, les expulsions et dans le mouvement des travailleurs pauvres.

Cela explique aussi, au moins en partie, la réticence des membres du CBC a dénoncé les meurtres de Mike Brown, Eric Garner et les tous les autres. » (p. 160 et 161)

« Sans parler des « nouveaux élus » noirs, dits aussi « post-noirs », ou de la « troisième vague », qui affichent leur distance avec les luttes de libération. Barack Obama est le membre le plus visible de cette caste. » (p. 162)

« Soumis à la pression des budgets d'austérité, les politiciens noirs soutiennent des mesures qui appauvrissent et pénalisent le monde ouvrier afro-américain. Ils sont inféodés à la même logique que leurs prédécesseurs : les villes rivalisant entre elles pour attirer des capitaux, chacune fait la course pour baisser les impôts des entreprises et spolier les usagers des services sociaux. » (p. 165)

Chapitre 4 : une justice à deux vitesses

« La fonction de la police est de faire respecter l'ordre des puissances économiques et des élites politiques ; c'est pourquoi la surveillance policière s'exerce si fortement sur les

classes populaires. Les afro-américains étant sur-représentés par mi les pauvres et les prolétaires, la police vise massivement leurs quartiers, mais sa violence s'exerce plus généralement sur l'ensemble des classes populaires, y compris blanches. [...] En d'autres termes, si le rôle de la police est d'assurer le règne de « la loi et l'ordre », ce rôle revêt une signification spécifique dans une société fondamentalement raciste. [...] Historiquement, ce racisme de la police s'explique par le besoin des entreprises et de l'État de créer une économie politique racialisée qui s'avère particulièrement coûteuse pour les communautés noires. » (p. 168)

Les races et les classes dans le système policier

Au moment de l'émancipation (1862 – 1863), dans les Etats du Sud, est mis en place un code noir pour atténuer les effets de la libération. Ces mesures visent à ramener les noirs dans l'état d'un esclavage, ainsi recréé. Le code noir assimile le fait d'être noir et la délinquance. Par exemple : un homme noir doit être employé par un blanc sinon il sera puni pour vagabondage et un juge peut le mettre à la disposition d'employeurs. C'est plus rentable qu'un esclave.

« Tous les citoyens blancs disposent de pouvoir de police sur les afro-américains, même si la responsabilité des arrestations proprement dite revient aux officiers. Ces lois montrent sans ambiguïté que l'activité policière est plus que simplement raciste : la police collabore avec le pouvoir économique et politique afin de fournir un approvisionnement constant de main-d'œuvre, corrigeant ainsi la désorganisation du travail causée par la fin de l'esclavage. » (p. 171 et 172)

La police sert donc de rabatteur. L'exploitation des noirs repose sur le déni de leur humanité. Les médias sont mobilisés pour produire un régime légitimant le racisme. Récits repris par l'élite noire : « le délinquant noir est l'un des fardeaux les plus lourds que la race noire ait à supporter aujourd'hui. » déclare un professeur de faculté dans une université noire au XIX^e siècle.

La race existe avant tout pour justifier le statut inférieur de la force de travail noire.

Remarque : la race est un outil dans la lutte des classes !

Dans les Etats du Nord au début du XX^e siècle, de nombreux noirs arrivent dans les villes pour améliorer leur sort. Les patrons les utilisent alors comme briseurs de grève (1910 – 1920). Les propriétaires tirent un profit maximum des lois de ségrégation : hauts loyers pour des logements insalubres, non entretien du parc immobilier qui se détériore ; le surpeuplement accompagne la délinquance.

Cela justifie les incursions de la police dans ces quartiers.

« Dans leur grande majorité, les policiers sont alors blancs, peu éduqués, issus du monde ouvrier et racistes jusqu'au bout des ongles. » (p. 177)

Dans les années 1940 « la hausse des revenus des afro-américains et leurs prétentions nouvelles heurtent le sentiment de propriété des blancs vis à vis de l'espace urbain. » (p. 178) Les travailleurs blancs et noirs se retrouvent en concurrence pour l'usage des écoles, des parcs, des logements. Cela provoque des affrontements nombreux et violents dans plus de cinquante villes du pays.

Si les violences policières ne sont pas la cause immédiate de cette explosion, elles

y ont de tout évidence contribué.

Le maintien de l'ordre après-guerre

Dans les années 1960, le soulèvement des noirs pour les droits civiques se généralise. Ces émeutes sont condamnées par l'élite noire et les médias. Elles sont dues par la haine viscérale pour les policiers : ils sont là pour protéger les intérêts économiques des blancs. Se sachant détestés, les flics ont peur.

Pour améliorer les rapports entre la police et les quartiers, Johnson crée des commissions d'enquête. Il veut professionnaliser la police et recruter des agents noirs.

Simultanément, le gouvernement tente d'imputer les émeutes à la délinquance des noirs. Parallèlement, le pouvoir criminalise le BPP et l'indépendantisme noir, ce qui justifie la répression.

Cela coïncide avec le discours sur la « culture de la pauvreté ».

Dans les années 1970 – 1980, les élus noirs diversifient le recrutement de la police : plus de femmes, plus de minorités, plus d'homosexuels. En 2006, 18 % des officiers de police sont noirs. Mais cela n'a aucun effet d'apaisement, fallait-il le dire.

« Les services de police les plus diversifiés de toute l'histoire des États-Unis n'ont pas remis en cause l'héritage de plus d'un siècle de violence, de racisme et d'injustice dans l'action de la police. » (p. 184)

Politiques sécuritaires et militarisation

« Après la période des droits civiques, le maintien de l'ordre a connu trois évolutions majeures, chacun venant consolider les acquis de la précédente : la guerre contre la drogue de Nixon et Reagan, les politiques sécuritaires de Clinton et « la guerre contre la terreur » de l'après 11 septembre. » (p. 184)

Cela débouche sur l'incarcération de masse et le renforcement de la surveillance des classes populaires.

Aujourd'hui, les USA représentent 5 % de la population mondiale et 25 % des détenus de la planète. En 1971, il y avait 200 000 prisonniers, il y en a 2,4 millions en 2015.

Tous les présidents appliquent des mesures sécuritaires et diminuent les budgets de prévention. Les présidents démocrates ne sont pas moins responsables de cette guerre aux pauvres.

Après l'attaque du 11 septembre 2001, la classe politique dans son ensemble se rallie au mot d'ordre de « sécurité nationale » et vote le Patriot Act qui augmente considérablement les pouvoirs de l'État au nom de la lutte contre le terrorisme. La guerre est aussi menée à l'intérieur du pays : augmentation des pouvoirs de justice et de police, augmentation de l'armement. Le Pentagone distribue aux polices municipales ses surplus d'armement militaire. En 2012, l'armée transfère à la police un équipement évalué à 546 millions de dollars. Les policiers sont ainsi transformés en soldats. C'est ce qu'on appelle la militarisation de la police.

« La « guerre contre la terreur » a servi de prétexte à une criminalisation insidieuse de l'ensemble de la société. » (p. 189)

Nouvelles tendances du maintien de l'ordre

Après la révolte de Ferguson (2014), les rapports d'enquête « découvrent » que

les noirs sont contrôlés, arrêtés et inculpés (dans les contrôles routiers) de façon disproportionnée. Dans les autres services de la police, l'arrestation des noirs est dix fois supérieure à celle des autres ethnies.

Or, depuis 25 ans (1991), les crimes et délits ont diminué de 25 %. Seulement 5 % de cette décre est imputée aux politiques sécuritaires (théorie de la vitre brisée : la lutte contre les incivilités permettrait de prévenir des délits plus graves).

Les agents gèrent la pauvreté en inculquant la peur et la soumission. Certains signes de pauvreté deviennent des délits sans victime : s'asseoir sur le trottoir, mendier dans un lieu public, flâner (dans 33 % des villes), stationner sans but apparent, dormir dans sa voiture ou donner de la nourriture à un SDF (dans 9 % des villes).

Puisque la délinquance relève de la responsabilité individuelle, cela justifie la diminution des aides aux travailleurs pauvres et l'augmentation du budget de la police. Par exemple à Chicago, 12 % des centres psychiatriques sont fermés et les délinquants psy finissent en prison.

Les municipalités sont de plus en plus dépendantes des amendes, car elles refusent d'augmenter les impôts des riches. « *A Bel-Ridge, un feu a été truqué pour permettre à la police de le faire passer au rouge au moment où les automobilistes traversent l'intersection, ce qui a permis de gonfler le budget municipal de 16 %* » (p. 198)

Ces amendes peuvent être la deuxième source des rentrées d'argent de la ville.

« Déplacer le fardeaux fiscal des populations aux plus hauts revenus sur les pauvres et la classe ouvrière relève de la régression, sinon de l'exploitation et de la rapine. Celui qui ne paye pas ses amendes [ou ses dettes] entame une odyssée dont il ne peut sortir indemne financièrement. 48 Etats ont augmenté les frais de justice des tribunaux pénaux et civils, quand ils n'en ont pas créé de nouveaux. » (p. 198)

En 2015, 66 % (21 % en 1991) des repris de justice n'ont pas payé leurs frais de justice ou leurs amendes. Dans 40 Etats, les avocats commis d'office sont payant, les pauvres n'ont donc pas défense. Au Texas, les enfants de 12 – 18 ans peuvent être jugés en correctionnelle s'ils manquent dix fois leur cours sans raison valable en six mois. En 2013, 115 000 enfants ont été ainsi condamnés.

« Les villes sont dépendantes de la police, non seulement pour protéger la propriété privée, mais aussi les citoyens ordinaires de leur argent et de leurs biens. [...] Les amendes des tribunaux pénaux et civils relatives à des « infractions à la qualité de vie » représentaient (à New York) près d'un milliard de recettes annuelles. Cela peut être assimilé à un « impôt racial », dans la mesure où les populations non blanches supportent de façon disproportionnée le fardeaux des politiques ultra-sécuritaires. » (p. 200)

Il arrive tout de même que les villes soient contraintes de verser des centaines de millions de dollars pour régler à l'amiable les litiges concernant les violences policières, c'est de l'argent des contribuables. Parallèlement, elles ferment des écoles ou des hôpitaux, trop coûteux.

« En 2014, la ville Chicago, pourtant en quasi faillite, s'est acquitté de plus de 50 millions de dollars pour régler à l'amiable des poursuites pour abus policier (sans compter les 63 millions versés aux avocats chargés des affaires). » (p. 201)

Remarque : c'est le business des violences policières : les avocats ramassent la mise, en plus des policiers et des municipalités. Sans compter les entrepreneurs de cause

des comités de victime.

« Au-delà du cas des seuls noirs, au cours de la dernière décennie, la police a également tué des centaines d'hispaniques et des milliers de blancs. Cette situation intolérable pourrait servir de base objective à un mouvement multi-racial contre le terrorisme policier. Si le caractère éminemment raciste de la police des États-Unis a tendance à en dissimuler l'ampleur, il est de l'intérêt des militants contre les violences policières d'en dénoncer le caractère à la fois spécifique et généralisé. » (p. 204)

Conclusion

« La police sert avant tout d'instrument de contrôle social dans une société largement inégalitaire, ce qui implique qu'elle vise en priorité les pauvres et les prolétaires. Les afro-américains, historiquement sur-représentés dans ces quartiers, en ont souvent été les premières victimes. [...] Rien de surprenant, donc, à ce que la police reste la première cible des mouvements sociaux noirs. » (p. 208)

Chapitre 5 : Barack Obama : la fin d'une illusion

Yes, we can ?

2008, l'élection d'Obama à la présidence suscite de l'espoir et de l'optimisme quant à son impact sur la politique raciale aux États-Unis.

Les promesses du candidat Obama furent différentes des réalisations du président. Rien d'étonnant puisqu'alors qu'il était sénateur, il n'a rien fait pour tenir ces promesses.

Obama n'a pas joué la carte de la race : il demande aux noirs de prendre leurs vies en main ; il ne dénonce pas des fermetures des écoles ou des hôpitaux dans les quartiers noirs, ni la violence policière. Il fit preuve d'une indifférence scandaleuse face aux souffrances des noirs lors du passage du cyclone à la Nouvelle Orléans.

Président, il fut puissant pour faire la guerre en Afghanistan et à l'étranger, il fut impuissant pour faire appliquer les lois sociales à l'intérieur du pays.

Génération O

En 2008, il fut élu grâce aux jeunes noirs dont le taux de participation bat tous les records. 64 % des hommes noirs et 68 % des femmes noires en possession de leurs droits ont voté pour lui.

En 2012, le taux de participation des noirs (68%) dépasse celui des blancs (64%).

Il ne s'agit pas d'un optimisme aveugle, mais d'attentes bien concrètes. En 2008, 75 % des afro-américains du Sud espèrent qu'Obama aidera les États-Unis à se débarrasser du racisme.

Une douche froide

En janvier 2009, le meurtre d'un jeune noir à Oakland menotté face contre terre provoque de telles émeutes que le flic responsable est inculpé. C'est la première fois depuis quinze ans.

« Cette révolte aurait sans doute pu se produire dans n'importe quelle contexte, mais

un meurtre d'une telle violence quelques semaines avant l'entrée en fonction du premier président noir du pays fait l'effet d'une douche froide. A Oakland, les violences policières et même les meurtres policiers font partie du paysage depuis longtemps. Mais les États-Unis étaient censés être entrés dans un nouveau monde post-racial. » (p. 219 et 220)

Très vite, Obama entre en conflit avec sa base. C'est l'époque (après 2008) où la valeur du patrimoine des noirs des classes moyennes diminue drastiquement et Obama ne s'attaque pas au chômage des noirs dont les taux sont toujours à deux chiffres. « Je suis le président de tous les américains, pas seulement des noirs. » Cette réponse décevante n'entame pas sa côte de popularité.

En 2011, un sondage affirme que 46 % des noirs approuvent encore sa politique.

Remarque: pour ce sondage, ont été interrogés autant les bourgeois que les prolétaires noirs.

Obama ne cesse de sermonner les afro-américains. C'est leur comportement, celui de la famille, la paresse, les temps de télé qui sont responsables de cette pauvreté noire.

Les étudiants noirs sont frustrés : beaucoup sont diplômés mais beaucoup restent au chômage.

« Il y a quelque chose d'hypocrite dans le fait de pointer du doigt les défaillances parentales des noirs pauvres et prolétaires en passant sous silence la manière dont le système pénal enlève leurs parents aux enfants noirs. Quand Obama évoque des pères noirs « absents », il ne mentionne en effet jamais le nombre disproportionné d'arrestation et de condamnations qui en sont la cause. » (p. 222)

La confiance des jeunes afro-américains dans le potentiel de changement social commence à s'éroder.

Le « printemps états-unien »

Occupy Wall Street est une lutte contre les inégalités. Le mouvement s'associe à l'indignation contre la condamnation à mort de Troy Davis qui allait être exécuté à l'automne 2011.

Le mouvement Occupy va devenir l'expression politique la plus forte aux États-Unis depuis plus d'une génération.

« Malgré ses difficultés à articuler de façon cohérente les inégalités raciales et économiques, Occupy s'attaque à certains des problèmes les plus importants des afro-américains en dénonçant les plans de sauvetage des entreprises privées par un gouvernement qui laisse des millions de gens modestes face au chômage, aux saisies et aux expulsions. Il est en effet impossible d'ignorer que les petits propriétaires noirs ont été abandonnés. » (p. 226)

Occupy est soutenu par les noirs à 45 % d'entre eux, mais il reste majoritairement un mouvement blanc. Il se pose la question : comment rallier les noirs ? Les militants noirs lancent Occupy the Hood (Occupons le ghetto) dans le but de diversifier la composition.

« Occupy a contribué à créer un espace d'interprétation alternative dans lequel, notamment, la pauvreté noire et les inégalités raciales ont été analysées comme des produits du système. » (p. 227)

A l'hiver 2011 – 2012, les campements d'Occupy ont été violemment évacués : la police est décidément au service de la classe dominante.

De Trayvon Martin à l'avenir

A l'hiver 2012, le meurtre de Trayvon Martin en Floride fait voler en éclat l'illusion post-raciale. Des marches, des émeutes demandent justice. Devant l'inertie des institutions, les ex-militants d'Occupy trouvent un second souffle.

La mobilisation s'amplifie pendant des semaines, sur les réseaux sociaux pour éviter la main mise des mouvements légalistes. Obama, interpellé, refuse de prendre position : « C'est une affaire locale ». Déception encore et toujours.

L'assassin blanc est arrêté 45 jours après le meurtre, puis déclaré non-coupable et relaxé en 2013.

Remarque : c'est une justice de classe. La couche raciale trouble l'appréciation de ce qu'est cette justice de classe dont le but est de protéger la propriété bourgeoise. Parce que le blanc assassin est dit être sauvé par la couleur de sa peau. Le but de la justice capitaliste est de terroriser les populations pour garantir l'autorité de la classe dominante. Le racisme accentue les effets du traitement judiciaire tout en tentant de voiler en partie la prise de conscience. Il n'y a pas de solidarité de classe possible entre noirs et blancs, pas de possibilité d'action commune. De plus, on n'a pas les outils pour poser le problème de manière adéquate, pour échapper aux pièges de ces dichotomies (race versus classe).

Le concept « la nation est fondée sur le droit » est discrédité. Obama a montré les limites de la représentation politique noire. Le mot d'ordre de la génération O est désormais : « Il faut qu'on se bouge », pas forcément dans le sens souhaité par Obama.

A l'annonce de la relaxe de l'assassin de Trayvon Martin, une militante poste sur Facebook : #BlackLivesMatter. Puis, avec des camarades lancent le collectif Black Lives Matter (BLM).

Cette relaxe inspire à Chicago la création d'un autre collectif : Black Youth Project 100 (BYP 100). En Floride, après un autre meurtre, est créé le groupe Dream Defenders.

On assiste à l'émergence d'une nouvelle gauche noire qui pourrait rivaliser avec l'ancienne gauche, plus conservatrice.

Chapitre 6 : Black Lives Matter : plus qu'un moment, un mouvement

Le meurtre de Mike Brown par un policier en août 2014 à Ferguson marque un point de rupture pour des centaines de milliers de noirs. La violence, le mépris, les provocations de la police (le corps est resté plusieurs heures dans la rue) ont pour réponses des manifestations qui seront suivies par des centaines d'autres dans tous les États-Unis. Dès les premières manifestations, la police sort le matériel militaire.

Parallèlement, sont mises au jour les exactions du maire et de la police municipale : là aussi, les amendes sont le deuxième poste de recette de la municipalité, les infractions routières visant surtout les noirs (en décembre 2014, 16 000 mandats d'arrêt, la plupart pour des délits mineurs). « Les noirs à Ferguson vivent sous la domination de la police. »

Il faut noter qu'avant et après le meurtre de Mike Brown, il y eu plusieurs meurtres de noirs qui ne présentaient aucune menace (étouffé alors qu'il était plaqué au

sol, tué pendant qu'il téléphonait, ou pendant une garde à vue).

Remarque: la violence des autorités de la ville est fonctionnelle : racketter les noirs est l'objectif, les terroriser pour les soumettre constitue le moyen.

Fin août 2014, le mouvement BLM organise un voyage de la liberté pour demander l'inculpation du policier meurtrier. En octobre, on attend dans les manifestations à Ferguson le slogan : « Black Lives Matter ! ».

La relève de la garde

Pour les militants noirs, l'enjeu de la lutte est : « Justice pour Mike Brown ». Les organisations des droits civiques, dont Sharpton, leader du NAN, et les élus du CBC (Congrès) cherchent à canaliser la colère de la rue vers les élections de mi-mandat. Le NAACP, en perte de vitesse, cherche à prendre la direction du mouvement avec à sa tête le pasteur Jessie Jackson.

Les noirs luttent pour avoir le droit d'être dans la rue sans être la proie de la police. Par leurs manifestations, ils se solidifient ; les manifestants ne se laissent pas faire, ni par le NAACP, ni par les autres organisations institutionnalisées, dont la stratégie consiste à diviser entre les bons et les mauvais manifestants.

Un nouveau mouvement des droits civiques ?

« Si les jeunes de Ferguson ont le plus profond respect pour la mémoire du mouvement des droits civiques, ses représentants actuels leur semblent déconnectés de ce qu'ils vivent au quotidien. [...] A son arrivée à Ferguson, Jessie Jackson a été pris à partie par un militant local : « Combien de temps vas-tu continuer à nous trahir pour servir tes intérêts ? On ne veut pas de toi ici. » » (p. 249)

De fait, un fossé se creuse entre les militants de la jeune garde et de l'ancienne génération.

« Le clivage générationnel est bien réel, comme souvent quand émerge une nouvelle génération de militants qui n'est ni encombrée par le poids des défaites passées ni habituée à une forme particulière de pensée ou d'organisation. Elle impulse de nouvelles idées, de nouvelles perspectives et, souvent, un nouveau souffle au schéma et aux rythmes du militantisme. » (p. 251)

Au quotidien, il y a une grande fluidité dans les relations entre les jeunes et les plus âgés, qui sont souvent les parents des jeunes que tue la police. Les jeunes refusent que leur programme de lutte soit soumis aux stratégies électorales.

Les femmes noires comptent

« A Ferguson, cette politisation a été incarnée par l'émergence de jeunes femmes noires, devenues une force centrale du mouvement. » (p. 252)

La plupart de leurs actions ne passe pas le barrage des médias et ne sont donc pas connus. Mais les femmes noires souffrent aussi des violences des hommes et aussi des violences policières. La police tue aussi des femmes noires.

« En l'occurrence, les médias se sont montrés particulièrement sensibles au rôle

central joué par les « femmes de Ferguson » pour transformer « une série de manifestations en un mouvement, passant naturellement du rôle de pacificatrices à celui d'agitatrices, militantes de terrain et porte-parole ». » (p. 255)

Il n'y a pas à demander pourquoi les femmes noires ont été au coeur de ce mouvement puisqu'elles ont toujours tenu un rôle central dans tous les aspects du mouvement de libération noire. Ce rôle était simplement passé sous silence.

Remarque: on passe du genre à la fonction, des femmes à la représentation (porte-parole) : analyse un peu flou. Même si un homme blanc ou une femme noire ne dénonceront pas les mêmes oppressions, il reste que ces deux porte-parole montent à une tribune qui n'est pas accessible à toutes et tous. L'important est ce qu'ils font et non pas ce qu'ils sont.

Le mouvement BLM est largement queer et féminin à Ferguson. C'est une des conséquences du fait que 40 % des hommes noirs de 25 à 40 ans manquent à l'appel. Aux USA, un homme noir sur six a « disparu » de la vie quotidienne, 1,1 millions de noirs sont en prison. Mais ce n'est pas la seule raison qui pousse les femmes noires à prendre des responsabilités dans le mouvement, elles luttent aussi contre les violences dont elles sont victimes.

Remarque: si les femmes noires prennent des responsabilités, cela ne dit quelles sont les caractéristiques sociales de ces femmes, il y a forcément des petites mains.

Les femmes tentent de faire comprendre le caractère multidimensionnel de leur oppression et de montrer l'impossibilité de limiter le combat à la question des violences policières. Elles mettent par ailleurs l'accent sur l'oppression et l'injustice vécus par les LGBTQ.

Remarque: Cette dénonciation intersectionnelle met-elle aussi en cause la violence de la bourgeoisie noire ?

« Par ailleurs, non seulement les analyses de la « jeune garde » diffèrent nettement de celle de la « vieille garde », mais il en va de même pour l'organisation de la lutte. En plus d'être dirigée par des femmes, la jeune garde est décentralisée et organise largement le mouvement à partir des réseaux sociaux. On est très loin d'organisations nationales comme le NAACP, ou le NAN, où des dirigeants – en majorité des hommes – prennent des décisions assez peu élaborées ou orientées par la base. Cette stratégie ne découle pas simplement du fait que ces dirigeants soient des hommes, mais d'un modèle antérieur, qui privilégiait à l'action de la rue la constitution d'un réseau et de relations au coeur du pouvoir institutionnel – même s'il pouvait utiliser la rue pour asseoir son influence au sein du pouvoir. Étant donné leur nouveauté, la mobilisation de Ferguson et le mouvement naissant contre les violences policières n'ont pour l'instant pas permis ce genre de récupération. » (p. 260 et 261)

Du moment au mouvement

Le 24 octobre 2014, le policier assassin de Mike Brown est relaxé. Obama prêche le respect de la loi, de l'état de droit. En pure perte. A Ferguson, la police bafoue la loi. Quelques jours après le verdict, comme par provocation, la police tue à nouveau.

La classe dirigeante du pays tente d'endiguer la révolte. Malgré l'épuisement et la résignation, de nouvelles manifestations sont programmées en décembre via Facebook.

Le NAN (Sharpton) a prévu de piloter l'événement à Washington. L'hostilité envers les manifestants se durcit. Le NAN tente d'exclure les militants de la tête du cortège puis de la tribune. La timidité des revendications de Sharpton illustre parfaitement l'écart entre la vieille garde et la révolte de la jeunesse montante.

« Conseiller aux jeunes de reprendre à leur compte une stratégie en faillite [électoralisme et négociation] n'a fait que renforcer l'impression que la « vieille garde », hors de son élément, était dépassée. » (p. 266)

Un mouvement mature n'a pas qu'une corde à son arc. Les jeunes, bien que décontenancés, ne sont pas hostiles aux vieux.

Remarque : si le mouvement est ouvert à tout le monde, quelque soit le genre et l'âge pour lutter contre le capitalisme, il faudrait quand même dire : les bourgeois et les bureaucrates dehors ! Cette communauté est illusoire.

Black Lives Matter

Dès décembre 2014 *Black Lives Matter* est devenu un slogan repris de toutes parts. Le mouvement s'élargit, des blancs et des portoricains se joignent aux noirs. Même Obama est obligé de se montrer moins moralisateur.

Émergent des divergences parmi les jeunes militants sur la question de l'organisation : s'organiser en construisant des orgas (BLM, Ferguson Action ou autres). Ou s'organiser par réseaux sociaux en-dehors des orgas (Twitter, Facebook). Mais comment passer des actions directes (où le succès des réseaux sociaux est indéniable) à une société sans violence policière si on ne se réunit pas pour en discuter ?

« Ces débats sur les formes d'organisation ont des traits communs avec les tendances hostiles à la formalisation qui se sont fait entendre lors du mouvement Occupy à partir de 2011. Dans les deux cas, l'absence de formalisation d'une structure et du pouvoir est perçue comme un moyen de « permettre à chacun de s'exprimer » . S'il n'y a pas d'organisation, personne ne peut prendre le pouvoir. » (p. 271)

Remarque : on entend comme un bruit de coffre de voiture...

Pour ces militants, n'importe qui peut initier des changements. Pas besoin d'un pass VIP ou d'une organisation pour lutter.

« Oui, nous devons nous occuper des politiques à mener, nous occuper des élections ; nous devons nous occuper de toutes de ces choses. Mais pas avant d'avoir constitué une communauté forte. [déclare McKesson, une des personnalités les plus visibles du mouvement] » (p. 272)

Comment passer du moment au mouvement ? Organiser un mouvement n'est pas spontané. Les luttes contre les violences provoquent la création de nombreuses organisations qui durent plus que les actions. « Le mouvement dure plus que les moments. »

BLM est le groupe le plus visible mais ce n'est pas un parti, c'est un mouvement aux réseaux décentralisés. La limite de la décentralisation est que cela favorise la

collaboration entre initiés et qu'il est difficile pour de nouveaux militants de s'y intégrer. C'est le problème que rencontra en son temps Occupy.

« Autant de questions qu'il reviendra à BLM de résoudre, en tant qu'organisation principale et la plus influente du mouvement : ses choix seront déterminants et auront des implications plus larges. L'autonomie des collectifs et la décentralisation amènent à s'interroger sur la manière de coordonner les actions et d'arriver à canaliser les forces de l'ensemble du mouvement pour combattre les institutions ciblées. Les problèmes se posent différemment selon les lieux : comment alors tisser les actions locales en un mouvement social cohérent et éviter de démultiplier les manifestations disparates et isolées ? Si chaque ville, collectif et individu choisit d'incarner le mouvement à sa manière, comment transformer cette kyrielle d'actions locales efficaces en mouvement national ? Dans certaines situations, des collectifs multiples ont réussi à se coordonner, par exemple lors de la campagne #SayHerName visant à connaître l'impact des violences policières sur les femmes noires. Reste que plus le mouvement s'amplifiera, plus la coordination sera nécessaire. » (p. 274 et 275)

Remarque : La centralisation des luttes, cela rappelle quelques stratégies.

La révolution ne sera pas subventionnée

Quelques groupes rattachés au mouvement sont des ONG, d'autres ont trouvé des fonds auprès de particuliers fortunés, de réseaux philanthropiques et de fondations (Bezos).

On ne doit pas déprécier ces groupes, c'était pareil pour les mouvements des « droits civiques », eux aussi financés par des fondations. Mais les dons s'accompagnent d'un cahier des charges. Il faudrait se demander quelles sont les motivations de ces multi-milliardaires, si ce n'est mener un travail de sape, calmer les militants et les amener vers les élections.

D'autres groupes font appel à des cotisations et se financent auprès de sympathisants.

« Comme bien d'autres, la fondation Ford propose des subventions, mais produit aussi « livres blancs », séminaires et conférences dans lesquelles elle met en avant des perspectives et des stratégies politiques pour orienter l'action de ses bénéficiaires. » (p. 278)

La fondation Ford cherche à devenir le principal bailleur de fonds de ce mouvement. Elle est connue pour instrumentaliser les mouvements partout dans le monde.

« En définitive, fondations et organismes philanthropiques divers tendent à réduire les perspectives militantes à la promotion de « réformes » pour aménager le système existant.

L'argent des fondations a également pour effet de « professionnaliser » les mouvements, favorisant le carriérisme et l'idée selon laquelle le militantisme peut être subventionné de l'extérieur.[...]

Au sein du mouvement BLM, les organisations les plus solides financièrement ont tendance à occulter l'activité de nombreux collectifs de base. » (p. 279)

Revendications

Les revendications sont restées peu audibles, d'une part parce que la tâche est difficile, d'autre part parce qu'il n'y a pas d'organisation indépendante représentant le mouvement. Les revendications sont locales mais certaines se rejoignent : démilitarisation de la police, législation contre le profilage raciale, mise en place de l'enquête systématique sur les abus de la police. D'autres revendications visent à transformer l'ensemble de la société (Liberté!).

« Tout exiger à la fois est aussi inopérant que de ne rien exiger, car cela brouille les nécessités concrètes et quotidiennes de la lutte. Cela peut aussi s'avérer démoralisant : quand on vise la totalité, comment être attentif aux acquis parfois minimes dans lesquels tout mouvement puise son énergie ? Il ne s'agit pas de réduire ses prétentions ou d'abandonner la lutte pour une transformation radicale des États-Unis ; il s'agit de distinguer la lutte pour les réformes possibles aujourd'hui et l'objectif révolutionnaire, qui est un projet à plus long terme. Les deux sont nécessairement liés. Tenter de réformer un certain nombre d'aspects de la société existante améliore la vie des personnes ici et maintenant ; et c'est en le faisant qu'on apprend à lutter et à s'organiser. Ce sont les briques qui peuvent s'assembler pour bâtir des combats plus vastes et plus ambitieux. [...] On ne passe pas d'un seul coup de l'inactivité à la révolution mondiale. » (p. 282)

Remarque : Cette citation purement idéologique est en opposition avec ce que l'autrice développe dès le début de son ouvrage. C'est un résumé d'un léninisme pour le XXI^e siècle.

Exemple d'une lutte liant les revendications salariales et celles de BLM : à Chicago et à New York, les salariés de Wall Mart (20 % sont noirs) se sont mis en grève pour une augmentation de salaires.

« Aujourd'hui, le mouvement est en bien meilleure position que les organisations historiques des droits civiques pour nourrir les luttes de plus en plus nombreuses des travailleurs pauvres et développer des liens avec elles. Depuis des années, Wall Mart et McDonald's soutiennent généreusement le CBC, le NAACP et le NAN. » (p. 285)

Un autre secteur de lutte sont les problèmes éducatifs : contre la privatisation des écoles, contre les politiques de tolérance zéro qui multiplient les exclusions d'élèves, contre le « pipeline école / prison » et contre les examens éliminatoires.

« De la même manière que l'argent des entreprises décourage les organisations historiques des droits civiques de s'impliquer dans les luttes pour augmenter le salaire minimum, il inhibe leur volonté de réagir face aux réformes visant à marchandiser et à privatiser l'école. A elle seule, la fondation Gates a versé plusieurs millions à la NAACP et à l'Urban League – alors que le milliardaire Bill Gates a pour projet de transformer l'éducation par la promotion des écoles sous contrat [gérées par le privé et financées par le publique] et que sa fondation est devenue un avant-poste de l'offensive contre les syndicats d'enseignants. » (p. 287)

Un troisième secteur de lutte est approfondissement des liens avec les milieux syndicaux. Les noirs continuent à se syndiquer plus souvent que les blancs car les noirs syndiqués bénéficient de salaires supérieurs aux noirs non-syndiqués.

« Si le mouvement s'alliait avec les syndicats, il pourrait s'appuyer sur la capacité des

travailleurs à bloquer la production, les services et le fonctionnement des entreprises pour exiger des réformes concrètes face au système policier. » (p. 288)

Un exemple : le 1^{er} mai 2015, des dizaines de milliers de militants ont défilé sous la bannière de BLM, à Oakland une section locale du syndicat des dockers à appeler à un arrêt de travail en solidarité avec BLM.

« Ce type d'élargissement du mouvement fait par ailleurs mentir l'idée d'une division générationnelle. Le fait de se coordonner avec des travailleurs et des travailleuses noires, notamment des enseignants et des syndicalistes, permet de brasser les classes d'âge et démontre que les afro-américains de toutes les générations ont intérêt à une victoire du mouvement. » (p. 289)

Remarque : s'il est vrai que les ouvriers sont ceux qui peuvent réellement bloquer le pays, l'illusion que les syndicats ont intérêt à organiser ces blocages est une illusion dont il faut se défaire de toute urgence. Intersectionnalisons les intersectionnalisateurices.

Solidarités

Les afro-américains ont toujours été en première ligne des luttes, mais ils ne sont pas les seuls. Les afro-américain (12 % des américains) ne peuvent à eux seuls transformer le pays. Il leur faudra faire des alliances avec d'autres groupes (hispaniques, musulmans et indigènes).

Remarque : les identités culturelles sont-elles les seules à prendre en compte ? Ce n'est pas ce qui est dit dans le reste du livre où il est bien fait mention des classes sociales.

A qui appartient le mot d'ordre « Black Lives Matter » ? Le # peut-il être utilisé par d'autres groupes : #MuslimLivesMatter a été utilisé lors de l'assassinat de trois musulmans, cela a suscité une levée de bouclier, certains y voyant une récupération du mouvement noir.

Il serait dommage de présenter le racisme anti-noir comme trop spécifique pour se solidariser avec les autres opprimés. Par exemple, après les attentats du 11 septembre 2001, 60 % des noirs se sont dit favorables au profilage des arabes comme « outil pour la sécurité du pays ». Cela affaiblit l'ensemble des luttes. Il faut comprendre que les oppressions se chevauchent, que ces divisions sont encouragées par l'État et qu'on a beaucoup à gagner en s'unissant.

Conclusion

BLM a transformé la vision de la violence policière dans tout le pays. Ce mouvement est là pour durer. Cela tient à la profonde colère des noirs humiliés à qui on a dit qu'ils étaient responsables de leur sort. « *Le mouvement BLM a réveillé la fierté et la combativité d'une génération que cet État a cherché à tuer, à emprisonner ou simplement faire disparaître de la société.* » (p. 295)

Il s'agit maintenant de renforcer l'organisation et de passer de la révolte au mouvement.

Chapitre 7 : De #BlackLivesMatter à la libération noire

1865 : fin de la Guerre de Sécession, « fin de l'esclavage ».

1866 : Civil Rights Act : tous citoyens de couleur auront les mêmes droits que les citoyens blancs.

2015 : Baltimore : assassinat de Freddy Gray est toléré par l'État.

150 ans séparent ces deux événements. La liberté s'est révélée criblée de promesses inaccessibles. Les noirs n'ont pas été libérés pour entrer dans le rêve américain, ils vivent un cauchemar d'inégalités et de discriminations.

1960 : cent ans après la fin de la guerre de Sécession, le soulèvement des droits civiques s'attaque au problème des sans-emplois, de l'insalubrité des logements, des écoles sous-financées : de la pauvreté.

Pour les libéraux, l'électoratisme serait un signe de maturité politique, quitter la rue. Le problème ne serait pas le système mais serait d'en être exclu. Certains militants radicaux ont été tentés par cette voie.

Célébrons les « petites victoires » des cinquante dernières années : l'élection d'un président noir, symbole de l'intégration de noirs à la société américaine !

Remarques : Taylor part de l'idéologie raciale dominante au début de chacun de ses chapitres pour la démontrer avec des arguments économiques et politiques par la suite

Envoyer des noirs ou des ouvriers au Parlement, c'est un piège, cela n'a jamais rien changé (sauf pour eux...)

A un moment il faut le dire clairement : ce vocabulaire (« afro-américains », « noirs ») est un vocabulaire piégé. Parlons de classe sociales et n'employons plus ces termes comme caractérisation principale des individus ou des groupes.

Le président noir trône sur la misère de millions de pauvres et de prolétaires noirs, leur refusant l'accès « au bonheur » (comme cela est proclamé dans la Déclaration d'indépendance).

« La libération des noirs est inséparable de l'évolution de la situation d'ensemble des États-Unis. On ne peut pas révolutionner la vie des noirs alors que le reste du pays est en feu. [...] La question des inégalités économiques se résume à un fait élémentaire : il y a 400 milliardaires et 45 millions de pauvres aux États-Unis. Il ne s'agit pas de faits indépendants, mais corollaires. Il y a 400 milliardaires parce que 45 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Ce sont ces salaires de subsistance qui permettent les profits. » (p. 300 et 301)

Remarque : si la vie des noirs compte, dans une société capitaliste, la seule manière d'apprécier la valeur d'une vie, c'est son salaire...

Reconstructions radicales

« Pour Martin Luther King, les problèmes des États-Unis étaient contenus dans la triade : racisme, matérialisme, militarisme. [...] Entre la « résistance massive » [tentative d'empêcher la déségrégation des écoles publiques du Sud par l'adoption de diverses lois par les États dans les années 1955 – 1960] des suprémacistes blancs emmenés par le parti démocrate du Sud, l'escalade de la guerre du Vietnam et la pauvreté abyssale dénoncées

par les vagues d'émeutes dans les ghettos, l'État américain apparaissait tout à coup dans sa vérité nue. » (p. 302)

Les mouvements des années 1960 s'inscrivent dans un mouvement mondial de critiques radicales : destruction des empires coloniaux, tentative de mise en place d'un socialisme déformé par l'URSS.

Les afro-américains, dont le BPP, partaient du principe que les noirs étaient un peuple colonisé, à l'intérieur des USA.

« L'idée eut du succès parce qu'elle semblait décrire de manière exacte la relation entre les centres urbains noirs en déshérence aux zones métropolitaines bien plus vastes, à majorité blanche, qui les encerclaient. Le colonialisme permettait aussi d'interpréter la relation de prédation économique vis à vis des communautés noires, caractérisée par l'exploitation et l'absence quasi-totale d'investissement. » (p. 304)

Pour Carmichael, un des leaders du BPP, le Black Power ne peut être inséparable de la révolution africaine, en phase de luttes armées.

Pour l'autrice, les deux situations ne sont pas identiques. Même si les noirs américains sont ponctionnés, cela n'a rien à voir avec les moteurs du capitalisme états-unien comme l'accaparement de matières premières telles que le sucre, le coton, le café, les minerais.

Malcolm X réintroduit une grille de lecture socialiste au sein du mouvement, après la destruction de l'organisation socialiste due à la chasse aux sorcières. Ce mouvement n'est pas un simple conflit racial, c'est un problème américain, inscrit dans la révolte mondiale des opprimés contre les oppresseurs. Dans les années 1960, les radicaux noirs n'hésitent pas à utiliser des concepts marxistes. Malcolm X, dans un discours en 1964, vilipende les noirs qui se font enrôler pour défendre les intérêts capitalistes. On ne peut pas être capitaliste sans être raciste, on ne peut pas être anti-raciste si on n'est pas socialiste.

Luther King, dans la même veine, pose quelques questions centrales (1967) : il faut s'interroger sur la société capitaliste dans son ensemble pour comprendre pourquoi il y a quarante millions de pauvres. « Poser cette question, c'est commencé à remettre en cause l'économie capitaliste. » et de se demander qui possède le pétrole ? Qui possède les mines ?

Le Black Women's Manifesto dénonce le sexisme au sein du mouvement anti-raciste. Ces femmes créeront ensuite le Combahee River Collective qui articulera l'oppression des noirs et des femmes avec le système capitaliste, et spécifiquement des femmes noires.

En 1970, le Black Panthers Party est la plus grande organisation noire, avec 5 000 membres et 250 000 exemplaires pour son hebdomadaire. Mais de nombreuses autres organisations locales voient le jour.

« Comment le socialisme – notamment celui des Black Panthers - , qui a représenté en son temps une telle menace pour l'État fédéral, peut-il être perçu aujourd'hui comme « blanc » et périphérique aux « personnes de couleur ».

Pour dénouer cette histoire, il faut prendre en compte l'étendue de la répression menée par l'État fédéral contre son « ennemi intérieur » afin de contrer son influence sur la population afro-américaine. [...] Il va sans dire que de profondes batailles internes ont fait rage sur les orientations, mais la manière la moins charitable de présenter ces débats est de réduire un grand nombre de points de vue et d'organisations politiques sous la catégorie

générique de « militants de gauche adeptes du 'réductionnisme de classe' ». Si la gauche révolutionnaire actuelle est effectivement blanche et groupusculaire, il faut replacer cette réalité dans une histoire de répression, d'emprisonnements et d'assassinats d'État, ainsi que d'intenses débats politiques sur la stratégie, les tactiques et les perspectives politiques. » (p. 311)

Aujourd'hui, même Bernie Sanders est mal à l'aise dans ses analyses pour articuler le racisme et l'oppression des classes populaires. Il reprend un argument du début du siècle de l'aile droite des socialistes : pour lutter contre le racisme, il faut lutter contre les inégalités.

Si la 3^e Internationale s'est montrée plus réceptive à l'aspect racial des questions de classes dans le contexte américain, cela tient essentiellement à l'action des militants noirs qui ont prôné la fusion entre socialisme et questions raciales.

Petite citation de Lénine : *« Le parti des travailleurs soutiendra les noirs dans leur combat pour la libération et les aidera dans leurs luttes pour l'égalité économique, politique et sociale. [...] Sa tâche sera de mettre à bas la barrière du préjugé racial qui a été utilisée pour maintenir séparés les prolétaires noirs des blancs et les unir dans une solide union des forces révolutionnaires visant au renversement de notre ennemi commun. » (1916)*

Après la guerre, le PC US effectue différents revirements, selon l'ordre du PC soviétique. Cela provoque un exode massif des adhérents noirs.

Pendant la guerre, le PC US donne la priorité à la lutte contre le nazisme. La lutte contre le racisme ? On verra ça après la guerre. Cela provoque un autre exode massif des adhérents noirs.

Petite analyse de C.L.R. James : *« Nous disons, en premier lieu, que le combat noir, le combat noir indépendant, a une vitalité et une validité propres. [...] Nous disons, en second lieu, que ce mouvement noir indépendant a la capacité d'intervenir avec une force redoutable sur l'ensemble de la vie politique et sociale de la nation. [...] Nous disons, en troisième lieu, et c'est le point principal, qu'il peut exercer une influence puissante sur le prolétariat révolutionnaire, qu'il peut grandement contribuer au développement du prolétariat aux États-Unis, et qu'il faut partie intégrante du combat pour le socialisme. » 1948, (p. 316)*

L'économie politique du racisme

« Le capitalisme est un système économique fondé sur l'exploitation de la majorité par une minorité. Du fait des inégalités criantes qu'il engendre, le capitalisme est obligé de s'appuyer sur divers outils politiques, sociaux et idéologiques pour diviser la majorité – le racisme étant l'une des nombreuses oppressions entretenue à cette fin. » (p. 316 et 317)

Bien que Marx n'est pas approfondi la question du racisme, il dénonce néanmoins son rôle déterminant dans l'économie mondiale. *« Sans esclavage, vous n'avez pas de coton ; sans le coton, vous n'avez pas d'industrie moderne. [...] Aussi l'esclavage, parce qu'il est une catégorie économique, a toujours été dans les institutions des peuples. Les peuples modernes n'ont su que déguisé l'esclavage dans leur propre pays, ils l'ont imposé sans déguisement au Nouveau Monde. » (p. 318 et 319)*

« On voit ici se dessiner une théorie marxiste expliquant la fonction du racisme après la fin de l'esclavage. Marx souligne trois choses : premièrement, le capitalisme favorise la concurrence économique entre travailleurs ; deuxièmement, la classe dominante utilise l'idéologie raciste pour les diviser ; enfin, quand un groupe de travailleurs est opprimé, cela

a des conséquences négatives sur l'ensemble de la classe des travailleurs. » (p. 321)

La suprématie blanche pour certains, mais pas pour tous

L'identité blanche s'est constituée parallèlement au racisme, elle fut construite par les dominants qui en ont joué pour diviser les pauvres. Du temps de l'esclavage, la moindre fuite d'un esclave, la moindre révolte collective incitaient tous les blancs à s'unir pour réprimer les noirs. Cette solidarité inter-classiste des blancs (les personnes non-esclaves auraient des intérêts communs) a des répercussions encore aujourd'hui où certains noirs considèrent tous les blancs comme des privilégiés.

Après la fin de l'esclavage, la suprématie blanche a joué le même rôle face à la menace supposée des noirs « émancipés ». Ce n'était pas une stratégie cohérente mais au coup par coup, pour instrumentaliser les peurs raciales afin de maintenir la domination de classe des grands propriétaires fonciers. Cette idéologie vise à désamorcer les conflits entre blancs riches et blancs pauvres.

Aujourd'hui ? Il n'y a pas de stratégie globale même si des blancs contrôlent les institutions clefs. Malgré tout, cette idéologie continue de s'exprimer à travers la dissimulation de l'antagonisme de classe entre blancs.

La théorie de la « blancheur » issue des milieux universitaires ne concerne pas que les personnes blanches mais invoque le fait « d'agir comme un blanc » pour expliquer les prises de position d'hommes politiques réactionnaires non-blancs...

« Cela a un impact démesuré sur les luttes menées pour construire des solidarités entre opprimés et exploités et pour créer les alliances et les coalitions nécessaires à la remise en cause de la ploutocratie qui tient les rênes du pays. » (p. 324 et 325)

En effet, ce concept de « blancheur » brouille les différentes classes en rendant interchangeable race et classe. Les dominants, quelque soit leur couleur de peau, « reproduisent la blancheur » mais n'agissent pas en tant que membres de leur classe.

Dans les faits, 19 millions d'américains blancs vivent sous le seuil de pauvreté soit deux fois plus que d'américains noirs vivant sous le seuil de pauvreté. Le taux de pauvreté chez les blancs entre 2000 et 2016 est passé de 3 % à 11 %. Le sort des blancs a empiré (abandon des mesures sociales qui les ont aussi impacté), réduisant l'écart entre les deux taux de pauvreté des blancs et des noirs.

Quatre adultes américains sur cinq connaissent le chômage ou les minima sociaux au moins une fois dans leur vie.

Remarque: la lecture des chiffres manquent de précision. Par exemple, ce n'est pas le même chômage si l'on est cadre, étudiant ou femme de ménage.

La question du privilège blanc : la plupart des « blancs ordinaires » vivent dans la précarité et sont pessimistes car ils subissent une dégradation continue de leur situation économique.

Certes, les afro-américains sont les plus exposés mais ils ne sont pas les seuls. 2300 détenus pour 100 000 afro-américains, c'est un taux effarant comparé au 450 détenus pour 100 000 blancs. Ces taux d'incarcération sont tout aussi effarants quand on les compare à d'autres pays : en France, le taux est de 116 pour 100 000 habitants.

Remarque: on pourrait prendre les mêmes nombres avec deux autres catégories, les bourgeois et les prolétaires. On en concluerait que les prolétaires sont sur-représentés.

Pourquoi les blancs pauvres tolèrent-ils le racisme, les hommes le sexisme et les noirs la xénophobie contre les immigrés ? Pourquoi les individus adhèrent-ils à des idées

réactionnaires qui les divisent ?

« A cela, deux raisons principales : la concurrence et la prévalence de l'idéologie des classes dominantes. » (p. 327)

Le capitalisme crée la pénurie artificiellement. Il y a toujours de l'argent pour la guerre et la répression. Mais ce déficit budgétaire légitime la disparition des dépenses sociales. La concurrence pour accéder aux ressources restreintes est alors bien réelle. Les gens sont obligés de se battre pour satisfaire leurs besoins vitaux, ils justifient cette attitude en pensant que les autres sont privilégiés.

Dans quels contextes ces idées peuvent-elles changer ? La vie quotidienne permet une expérience en contradiction avec l'idéologie raciste, quelques soient les stéréotypes sur les blancs ou sur les noirs. Mais le développement de la conscience n'est jamais linéaire, il oscille entre les préjugés et les démentis de la vie réelle.

Gramsci parle de phénomène de conscience clivée.

« Qu'un groupe de prolétaires ait une conscience réactionnaire, clivée ou même révolutionnaire ne change pas son statut objectif de groupe exploité et opprimé. La réalisation de la conscience fonde en revanche la différence entre la classe ouvrière comme classe en soi et la classe ouvrière comme classe pour soi. » (p. 329)

De cette conscience dépendra sa capacité à agir pour changer la société.

« Les noirs et les hispaniques subissent de façon disproportionnée la violence de l'ordre économique du pays, mais ils partagent cette réalité avec la majorité des classes populaires blanches. L'expérience commune de l'oppression et de l'exploitation crée la possibilité d'un combat unitaire pour améliorer le sort de tous. Ce n'est évidemment pas un processus automatique, pas plus qu'il n'est évident que des luttes essentiellement économiques déboucheront sur une alliance ou des luttes pour les droits politiques des noirs à ne pas subir la discrimination ou le racisme. » (p. 330)

Reste que dans les luttes quotidiennes (écoles, hôpitaux, saisies) ce sont des questions concrètes : s'allier entre races ou entre classes ? La solidarité n'est pas un choix, c'est une nécessité. Il s'agit alors de rallier les blancs à l'anti-racisme, dénoncer le mensonge de la méritocratie et faire comprendre aux classes populaires blanches, que si elles ne se mobilisent pas, ce sera toujours pire. *« La libération des uns est conditionnée à celle des autres. »*

Aucun mouvement socialiste n'a exigé des noirs de mettre leur lutte au placard, pour se battre uniquement pour la classe. Les problèmes de genre, de racisme, d'immigration concernent tous les combats de fait.

Conclusion

Racisme, domination de classe et capitalisme sont imbriqués. La libération des noirs n'est pas possible aux USA aujourd'hui. Cela n'empêche que construire des luttes pour les droits existentiels basique est indispensable. Les gens y apprennent à s'organiser, gagnent en assurance. Il est nécessaire de former des visions d'utopie pragmatique pour se mettre en mouvement. Le Black Women's Manifesto donne sa vision du nouveau monde : un monde sans aucune forme d'oppression.

« Ce qui a commencé comme une lutte spécifique réclamant justice pour Mike Brown s'est généralisé en un mouvement largement identifié par le slogan : « Black Lives Matter ». Cela reflète le degré de maturation politique atteint à cette étape. La phase suivante consistera à passer de manifestations visant une prise de conscience ou une mise en évidence du niveau de violence policière à une alliance avec les forces sociales capables de bloquer certains secteurs du travail ou de la production, jusqu'à satisfaction de notre revendication d'arrêt du terrorisme policier. » (p. 335)

Personne ne sait où va le mouvement noir mais ce qu'on sait c'est qu'il sera réprimé comme dans les années 1960. L'alternative de l'intégration de noirs à la bourgeoisie a échoué pour la majorité des individus.

« Aujourd'hui, les perspectives se sont assombries pour la grande majorité des individus vivant aux États-Unis. Notre défi consistera à relier la lutte actuelle contre la terreur policière dans nos quartiers à un mouvement bien plus large visant à transformer le pays de telle sorte qu'on ait plus besoin de la police pour répondre aux conséquences des inégalités. » (p. 337)

Remarque: la rubrique Wikipédia indique que l'autrice a collaboré à des revues trotskystes et a adhéré à un parti trotskyste jusqu'à sa dissolution en 2019. Cela pourrait expliquer ses mains tendues vers le syndicalisme pour « renforcer » les luttes et certaines citations du dernier chapitre.

Remarque: la chronologie des événements est parfois mise à mal : des luttes du BPP sont rappelées après les luttes actuelles, cela perturbe les repères des lectrices non familiarisé-es avec ces mouvements américains. Sans doute, pour faire ressortir le contraste entre la « glorieuse » époque et la confusion actuelle... Néanmoins, le mérite de ses analyses est de réfuter sans cesse la pensée dominante racialisante par un discours qui ouvre des perspectives de mobilisation de masse, à la hauteur des forces de l'ennemi commun.